



**ASSOCIATION INITIATIVE EMPLOI
PAYS ROYANNAIS**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

23 rue Saint-Exupéry
17200 SAINT-SULPICE DE ROYAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31.12.2025

CORIOLIS AUDIT

3, Rue de Courbiac
Bât A 1er étage
17100 SAINTES

*Société de commissariat aux comptes inscrite
sur la liste des commissaires aux comptes
Rattachée à la CRCC Ouest-Atlantique*

Pascal POULAIN

3, Rue Edouard Branly
BP 132
17208 ROYAN CEDEX

*Commissaire aux comptes inscrit sur la liste des
commissaires aux comptes
Rattaché à la CRCC Ouest-Atlantique*

**ASSOCIATION INITIATIVE EMPLOI
PAYS ROYANNAIS**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

23 rue Saint-Exupéry
17200 SAINT-SULPICE DE ROYAN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31.12.2025

A l'Assemblée Générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale en date du 23 juin 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **INITIATIVE EMPLOI PAYS ROYANNAIS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association **INITIATIVE EMPLOI PAYS ROYANNAIS** à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- A la note 1 Principes et méthodes comptables qui détaille le changement de méthode comptable lié à l'application du règlement ANC 2022-06 ainsi que les incidences de sa première mise en œuvre,
- A la note 5.1 Autres opérations non inscrites au bilan relative à la comptabilisation d'une provision pour risque dans le cadre d'une procédure judiciaire engagée à l'encontre de l'association devant le Conseil de Prud'hommes.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur les subventions et produits dont bénéficie votre association.

Sur la base des éléments disponibles au jour de nos contrôles, nous nous sommes assurés que les subventions sont comptabilisées dans le respect des conventions d'attribution.

Nous nous sommes également assurés du respect de la césure d'exercice tant pour les produits que pour les charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier de la présidence et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient au conseil d'administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Royan, le 16 juin 2026

Pour la Société CORIOLIS AUDIT
Pascal POULAIN
Commissaire aux comptes

ASSOCIATION INITIATIVE EMPLOI

PAYS ROYANNAIS

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

23 rue Saint-Exupéry
17200 SAINT-SULPICE DE ROYAN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31.12.2025

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ANNEXE

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

(PERIODE DU 1^{ER} JANVIER 2025 AU 31 DECEMBRE 2025)

(21 pages)

Actif			Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais de développement	1 831	780	1 051	1 356
		Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours , avances et acomptes					
	TOTAL		1 831	780	1 051	1 356
	Immobilisations corporelles	Terrains	19 537 343 742	18 155 322 254	1 382 21 487	1 707 35 895
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
		Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL		363 279	340 409	22 869	37 602
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations	70 000		70 000	70 000	
	Créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés	960		960	945	
	Prêts	22 789		22 789	30 755	
	Autres immobilisations financières	5 253		5 253	6 503	
	TOTAL	99 003		99 003	108 204	
Total (II)			464 114	341 189	122 924	147 163
Actif circulant	Stocks et en cours		3 738		3 738	2 196
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	126 944		126 944	92 187
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres créances	111 007		111 007	56 191
		Charges constatées d'avance	4 643		4 643	8 666
	TOTAL		242 594		242 594	157 045
Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus					
		Disponibilités	170 278		170 278	173 793
Total (III)			416 612		416 612	333 035
Frais d'émission des emprunts (IV)						
Primes de remboursement des emprunts (V)						
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)			880 726	341 189	539 536	480 199
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	322 761	322 761
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-47 341	46 504
	Excédent ou déficit de l'exercice	29 972	-93 845
	Situation nette (sous-total)	305 392	275 419
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		1 691
	Provisions réglementées		
Total (I)		305 392	277 110
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	10 000	
Total (II)		10 000	
Provisions	Provisions pour risques	52 475	
	Provisions pour charges	17 139	18 878
	Total (III)	69 614	18 878
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	1 900	2 640
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 665	39 166
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	117 582	123 726
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	4 381	16 678
	Produits constatés d'avance		2 000
Total (IV)		154 529	184 210
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		539 536	480 199
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	738 365	742 318
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	189 894	169 349
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
Charges d'exploitation	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 738	902 181
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	16 000	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	33 973	13 770
	Total des produits d'exploitation (I)	979 972	1 827 620
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	323 604	377 611
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	35 305	43 758
	Salaires	330 569	1 275 157
	Cotisations sociales	169 415	193 190
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	19 325	33 031
	Dotations aux provisions	52 475	4 982
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	102	
	Reports en fonds dédiés	10 000	
	Autres charges	10 579	4 376
	Total des charges d'exploitation (II)	951 376	1 932 108
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		28 595	-104 488
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 377	1 203
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	1 377	1 203
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		1
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)		1
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		1 377	1 202
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		29 972	-103 285

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		11 048
Charges exceptionnelles (VI)	Total		1 608
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			9 439
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)		981 349	1 839 872
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		951 376	1 933 718
EXCÉDENT OU DÉFICIT		29 972	-93 845
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

ASS INITIATIVE EMPLOI PAYS ROYANNAIS

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2025

Sommaire		Documents soumis au contrôle du Commissaire aux comptes CORIOLIS
1	Principes et méthodes comptables	3
1.1	Présentation de l'association	4
2	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	5
2.1	Actif immobilisé	5
2.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
2.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	7
2.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	7
2.1.4	Informations relatives aux filiales et participations	8
2.2	Actif circulant	8
2.2.1	État des stocks	8
2.2.2	Précisions sur d'autres créances significatives	8
2.3	Fonds associatifs	9
2.3.1	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	10
2.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	10
2.4.1	Provisions	10
2.5	Charges à payer	11
2.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	12
2.7	Compte de résultat	13
2.7.1	Contributions volontaires en nature	13
2.7.2	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	14
2.7.3	Informations relatives à la fiscalité Concours publics & Subventions octroyées	14
3	Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées	15
4	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	16
4.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	16
4.2	Informations relatives à l'effectif	16
5	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	17
5.1	Autres opérations non inscrites au bilan	17

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

1 Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'association ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Le règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

Les conventions générales comptables principes comptables ont été appliquées.

Pour permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, une exception est faite compte tenu des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Les principales modifications apportées par ce changement sont les suivantes :

- Modifications de présentation opérées sur la colonne 31/12/2024 pour se conformer aux nouveaux modèles.
- Modifications de tenue et de présentation opérées sur les comptes 31/12/2025.
- Nouvelle définition et présentation du résultat exceptionnel.
- Suppression de la technique des transferts de charges.
- Adoption du nouveau plan comptable.

Ainsi, les principales implications pour l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2025 de l'association ont été les suivantes :

- Comptabilisation des remboursements sur charges de personnel (IJ, aides aux postes et avantages en nature) en moins des salaires au 31/12/2025 pour 795 594 € alors qu'ils apparaissent dans le poste « reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » au 31/12/2024 pour 889 710 €.
- Comptabilisation des remboursements de formation en « Autres produits » 31/12/2025 pour 5 619 € alors qu'ils apparaissent dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » au 31/12/2024 pour 11 563 €.
- Comptabilisation des indemnités d'assurance en « Autres produits » au 31/12/2025 pour 7 036 € alors qu'elles apparaissent dans le poste « reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » au 31/12/2024 pour 908 €.
- Comptabilisation des sorties d'immobilisations (VNC et produits de cession) dans le résultat d'exploitation au 31/12/2025 pour 15 897 € alors qu'ils apparaissent dans le résultat exceptionnel au 31/12/2024 pour 3 313 €.

- Comptabilisation de la quote-part de subvention d'investissement virée au résultat dans le résultat d'exploitation au 31/12/2025 pour 1 691 € alors qu'elle apparaît dans le résultat exceptionnel au 31/12/2024 pour 6 099 €.

1.1 Présentation de l'association

L'Association INITIATIVE EMPLOI PAYS ROYANNAIS situe son action dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire et plus particulièrement dans celui de l'Insertion par l'Activité Economique. Elle a pour mission et activité de favoriser la progression des personnes jeunes et adultes éloignées conjoncturellement ou structurellement de l'activité économique pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle et de contribuer au développement local par la réalisation d'actions concrètes et utiles au territoire et à ses habitants.

Les moyens mis en œuvre par l'association sont :

- Mutualiser des travaux d'intérêts collectifs auprès des collectivités territoriales et des associations du Pays Royannais et proposer, en complément, des prestations aux entreprises et particuliers afin de créer des postes de travail.
- Utiliser les mesures d'insertion et d'emploi engagées par l'Etat et les collectivités territoriales pour accompagner les publics les plus fragilisés notamment par la mise en œuvre de chantiers d'insertion.
- S'inscrire dans un travail partenarial avec les acteurs socio-économiques locaux afin de favoriser la recherche de solutions durables d'emploi pour les bénéficiaires de l'action.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Logiciels de 1 à 6 ans.
- Installations générales 10 ans.
- Construction sur sol d'autrui 10 ans.
- Matériels et outillages de 2 à 10 ans.
- Matériels de transport de 3 à 7 ans.
- Cycles et motocycles de 2 à 4 ans.
- Mobilier de bureau de 5 à 10 ans.
- Matériels de bureau et informatique de 2 à 10 ans.

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	7 300	-	5 469	-	1 831
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	19 538	-	-	-	19 538
	Install. Tech., mat., outillage	73 977	4 390	1 480	-	76 887
	Install. générales, ag. Am. divers	61 517	-	-	-	61 517
	Matériel de transport	214 971	-	28 269	-	186 703
	Mat bur., informatique, mobilier	42 032	-	23 397	-	18 635
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Total III		412 036	4 390	53 146	-	363 280
Immobilisations financières	Participations	70 000	-	-	-	70 000
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	946	15	-	-	961
	Prêts et autres immo. financières	37 259	-	9 217	-	28 042
Total IV		108 204	15	9 217	-	99 003
Total général		527 541	4 405	67 831	-	464 114

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	5 944	305	5 469	780
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	17 830	325	-	18 155
	Install. Tech., mat., outillage	61 257	5 527	1 480	65 305
	Install. générales, ag. Am. divers	59 071	1 093	-	60 164
	Matériel de transport	194 322	11 995	28 166	178 151
	Mat bur., informatique, mobilier	41 953	80	23 397	18 635
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		374 433	19 020	53 043	340 410
Total général		380 377	19 325	58 512	341 190

2.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	5 944	305	-	5 469	-	780
Corporelles	374 433	19 020	-	53 043	-	340 410
TOTAL	380 377	19 325	-	58 512	-	341 190

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

2.1.4 Informations relatives aux filiales et participations

A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

Filiales (+ de 50 % capital détenu)	Capital	Quote-part %	Valeurs comptables des titres détenus		CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Rés. et report avant affect.	Dividendes	Brute	Nette	Résultats	Cautions
IEPR Services	70 000	100%	70 000		213 547	22 789
		0	70 000		5 594	0

2.2 Actif circulant

2.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	3 739	-	3 739
TOTAL			

2.2.2 Précisions sur d'autres créances significatives

2.2.2.1 Charges constatées d'avance

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Abonnements	567		
Location fontaine a eau	4 077		
Total Charges constatées d'avances	4 644		

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

2.2.2.2 Produits à recevoir

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Factures à établir	42 444		
Avoir à recevoir	1 288		
Produit social à recevoir	-		
Produit fiscal à recevoir	-		
Subventions à recevoir	98 862		
Autres produits à recevoir	704		
Total produits à recevoir	143 298		

2.3 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01).

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

2.3.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Écarts de réévaluation				
Réserves	322 761			322 761

2.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

2.4.1 Provisions

2.4.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	17 140		17 140
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé 64 ans.
- Taux d'actualisation : 3,50 %.

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

— Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %.

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover, le turnover par statut et par tranche d'âge.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes. Nous utilisons la Table Insee Provisoire 2018-2020.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 40% pour les cadres 25 % pour les non-cadres.

2.5 Charges à payer

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Factures non parvenues	15 599		
Avoir à établir	2 160		
Charges sociales à payer (congés payés)	64 527		
Autres charges sociales à payer	5 507		
Charges fiscales à payer	-		
Autres charges à payer	663		
Total produits à recevoir	88 456		

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	22 789	7 927	14 862
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	126 944	126 944	
	Autres	101 007	101 007	
Charges constatées d'avance		4 643	4 643	
TOTAL		255 383	240 521	14 862

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	7 927

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		1 900	1 900		
Fournisseurs et comptes rattachés		30 665	30 665		
Dettes fiscales et sociales		117 582	117 582		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		4 381	4 381		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		154 529	154 529		

2.7 Compte de résultat

2.7.1 Contributions volontaires en nature

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Il n'y a pas eu de contribution volontaire au cours de cette exercice.

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

2.7.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	9 242	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	9 242	

2.7.3 Informations relatives à la fiscalité Concours publics & Subventions octroyées

Montant des concours publics & subventions octroyées sur l'exercice

Nature	Catégories d'autorités administratives	Intitulé	Montant
Subvention	Conseil Départemental	Action en faveur de l'insertion des bénéficiaires du RSA	89 670
Subvention	Conseil Départemental	Mise à disposition de 2 roues pour les bénéficiaires du RSA	38 533
Subvention	Agglomération Atlantique Royan	Subvention exceptionnelle afin de développer l'activité d'IEPR au sud de l'agglomération	60 000
Total			188 203

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

3 Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées

Parties liées	Nature de la convention avec la partie liée	Montant des transactions avec la partie liée	Autres informations (ex poste des comptes) nécessaire à l'appréciation
SAS IEPR SERVICES	Sous-Location	5 468	
SAS IEPR SERVICES	Convention d'assistance technique & administrative	16 505	

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

4 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

4.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 122 936 € en 2025.

4.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Dont CDDI
Cadres	2	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	39	30
Ouvriers		
TOTAL	41	30

Documents soumis
au contrôle du
Commissaire aux comptes
CORIOLIS

5 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Autres opérations non inscrites au bilan

Une procédure judiciaire est engagée devant le Conseil de prud'hommes contre l'Association Initiative Emploi Pays Royannais. Le risque éventuel porte sur un montant de 117 050 €.

Une autre procédure, du même salarié, est engagée devant le Tribunal Administratif de Poitiers :

- Un jugement a été rendu le 18 décembre 2025, qui annule l'autorisation de licenciement du salarié.
- Aucune indemnisation immédiate du salarié n'est prononcée.
- Il a été fait appel de ce jugement début 2026 devant la cour administrative d'appel de Bordeaux.

Compte tenu de ce second jugement en faveur du salarié de la part du tribunal administratif, le risque est désormais considéré comme avéré et nécessite la comptabilisation d'une provision pour risque pour une partie des sommes réclamées.

Cette provision a été constatée dans les comptes au 31/12/2025 à hauteur de 52 475 € soit 45 % du risque initial.